



EN DIRECT DU C.H.S.C.T

JUILLET 2011

CONDITIONS DE TRAVAIL ET SANTE : NOUS NE LÂCHERONS PAS !

Ce bulletin intègre également une synthèse de notre déclaration aux «négociations» relatives aux **RPS** (Risques Psycho Sociaux) du 5 juillet 2011.

Depuis des mois, la situation au regard des conditions de travail et de leur impact sur la santé des agents et cadres s'est considérablement détériorée.

Depuis des mois le CHSCT a tenté d'obtenir une réunion extraordinaire afin de délibérer des décisions à prendre en la matière. **Il a fallu que nos élus saisissent l'Inspecteur du Travail pour qu'enfin la Direction convoque une telle réunion pour le 6 juillet 2011 sous la menace d'un délit d'entrave et l'injonction de tenir une réunion d'urgence de la part du dit Inspecteur.**

Pourquoi cette posture hostile de la Direction ? Tout simplement parce que nous avons affiché clairement notre intention, avec les autres élus, de décider d'une expertise sous la compétence d'un **expert agréé** par le ministère du travail **dont la nomination est du droit exclusif des élus du CHSCT** conformément au Code du travail. En fait une extension à l'ensemble du personnel de l'expertise précédente réalisée par IRCAF afin de déterminer les causes de fond qui dégradent la vie au travail et la santé des salariés et de définir les préconisations qui véritablement peuvent améliorer la situation.

Ce que la Direction, comme tout employeur, s'ingénie à écarter à tout prix, car cela impacte forcément ce qu'elle considère (pour nous à tort) comme son pré carré (effectifs, management, organisation. . .). Il n'y a qu'à voir la posture agressive de déni de la Direction à l'égard du rapport IRCAF ! (**A noter que la Direction vient de perdre en première instance le procès contre IRCAF.**)

Parallèlement, comme elle l'avait fait au moment du vote de l'expertise IRCAF, la Direction lance de nouveau **le leurre des négociations RPS** (décret Darcos) dont le but est simple : faire en sorte de créer un pseudo consensus sur des illusions, noyer les OS dans les arcanes de discussions sans fin, éviter que le CHSCT et ses élus ne jouent leur rôle en exerçant leurs prérogatives de droit, en évitant de pointer et de solutionner les causes de fonds de la souffrance au travail. **C'est ce que montre d'ailleurs le bilan officiel après 1 an de mise en œuvre du décret Darcos au niveau national. C'est tout l'objet de notre déclaration lors de la réunion de négociations sociales du 5 juillet sur les RPS qui justifie notre décision de ne pas y participer**

1- Réunion du CHSCT extraordinaire du 6 juillet 2011

L'ordre du jour portait sur l'extension de l'expertise : causes de la dégradation des conditions de travail et impact de ces dernières sur la santé physique et mentale des agents et cadres de l'organisme.

Conformément à l'art L 4614-10 les élus du CHSCT ont procédé aux 3 votes nécessaires pour acter cette demande d'expertise tandis que le Président, M Kanius, porte parole du DG, M Soureillat, a clairement annoncé que la Direction était opposée à cette démarche tout en mettant en avant une nécessité de mise en concurrence dans le choix de l'expert (appel d'offre) **ce qui est totalement faux. Le choix de l'expert appartient exclusivement aux élus du CHSCT.**

11- Vote de la délibération

Cette délibération, obligatoire, reprend l'ensemble des éléments permettant de soutenir la nécessité d'une expertise approfondie (constats divers suite aux différentes plaintes des salariés, saisines collectives directes de l'instance par les salariés, interventions et constat forte de médecins du travail, appréciations du psychologue) et donc un risque potentiel grave. C'est sur ce document que va s'appuyer l'expert pour mener son analyse puisque c'est en adoptant cette délibération que les élus adoptent le recours à l'expert

Votée à l'unanimité des élus présents (4 voix : 1 CGT, 1 UGICT, 2 FO)

12- Vote sur le choix du cabinet d'expertise

Les élus du CHSCT ont contacté trois cabinets d'expertise à savoir « Travail et développement humain », « Degest » et « Syndex ».

Le premier n'a pas donné suite, les deux autres ont été reçus par les élus le lundi 30 et mardi 31 mai 2011. Après ces entretiens, les élus ayant mené les entretiens ont choisi le **Cabinet SYNDEX**.

Voté à l'unanimité des élus présents (4 voix : 1 CGT, 1 UGICT, 2 FO)

13- Vote sur le pouvoir spécial pour représenter le CHSCT

Le CHSCT donne un pouvoir spécial à **Mme OMIRO Monique** et à **Mr SENATORE Gérard**, représentants du personnel au CHSCT, pour accomplir toutes démarches utiles à l'exécution de ses décisions et notamment pour représenter le CHSCT et ester en justice si nécessaire, représenter le CHSCT en première instance, interjeter appel, et représenter le CHSCT en appel. Le représentant du CHSCT pourra se faire assister et représenter par l'avocat de son choix.

Voté à l'unanimité des élus présents (4 voix : 1 CGT, 1 UGICT, 2 FO)

2- Synthèse de notre déclaration du 5 juillet 2011 sur les RPS

Cette déclaration relativement longue que vous pouvez retrouver dans son intégralité sur nos sites www.ugictcgtcaf13.fr et www.cgtcaf13.fr démontre et dénonce la manœuvre de la Direction. Celle-ci consiste, sous couvert de vouloir un consensus autour de négociations sur les Risques Psycho Sociaux, à **orienter les partenaires sociaux vers une voie de garage**, comme l'ont fait tous les employeurs (voir le bilan officiel tiré au bout d'un an d'application du décret Darcos qui porte cette démarche).

Après avoir décliné tous les éléments qui montrent la gravité de la situation, nous avons repris un petit historique démontrant la volonté permanente de la Direction de parasiter et faire capoter la démarche strictement CHSCT quand ce dernier veut tout simplement exercer ses prérogatives en décidant une expertise. **Nous avons donc décidé de quitter la séance et de pas participer à ces réunions qui ne sont que mascarade.**

Economie de gestion et primes annuelles



Marseille, le 8 juillet

VOS ELU(E)S CGT et UGICT

GENNATIEMPO Nicole

(6941-6942/Gibbes)

MEYLAN Magali

(5652 / Aix)

SENATORE Gérard

(6822-6046 / Gibbes)

RETROUVEZ-NOUS SUR :

www.cgtcaf13.fr

www.ugictcgtcaf13.fr

n e

2011